

PLF et PLFSS 2025 : Solidaires dénonce un budget d'austérité et des coupes sans précédent dans les services publics et la protection sociale !

Les projets de loi de finances et de la sécurité sociale 2025 viennent d'être présentés. Ils sont inacceptables. La réduction du déficit est le prétexte à des coupes massives dans les services publics déjà fortement attaqués ces dernières années. La répartition de ces coupes reste inconnue pour 5 milliards qui passeront par amendement. Elles se traduiront par de nouvelles suppressions d'emplois notamment à l'Éducation nationale, aux Finances et à France Travail, un gel des rémunérations et des investissements, une forte dégradation de la qualité du service rendu et des fermetures qui vont éloigner davantage les services publics de la population.

De plus, les efforts vont à nouveau peser fortement sur la population dans un contexte d'inflation continue à l'image des taxes sur l'électricité en forte augmentation. Ainsi, plutôt que d'agir sur les conditions de travail, ce sont les arrêts maladie qui sont dans le collimateur et seront moins bien indemnisés. Les consultations de médecine seront elles moins bien remboursées et les retraité·es attendront 6 mois supplémentaires pour voir leurs pensions revalorisées. Tout ceci aggravera les inégalités et le renoncement aux soins et donnera une place privilégiée aux mutuelles privées qui voient s'élargir leur marché.

À l'inverse, les plus hauts revenus et les grandes entreprises sont largement épargnés. Alors que les entreprises du CAC 40 ont généré plus de 146 milliards de bénéfices en 2023 et que 200 milliards ont été versés aux entreprises sans contrepartie sociale ou environnementale ces cadeaux fiscaux ne sont remis en cause qu'à la marge tandis que loin de la communication des derniers jours, leur contribution aux recettes reste modeste.

Enfin, les investissements pour la bifurcation écologique sont largement en deçà de ce qu'exige la situation. Alors qu'une tempête directement causée par le réchauffement climatique vient de s'abattre sur le pays, aucune rupture n'est engagée. Au contraire, une partie des aides dont le Fonds vert, sont remises en cause. Pour limiter à 2 degrés le réchauffement d'ici 2050 il nous faut investir un minimum de 36 milliards d'euros chaque année. L'inaction coûtera bien plus cher : 10% du PIB chaque année.

Pour L'Union syndicale Solidaires il est urgent de choisir une autre voie :

- entamer une revue des niches fiscales et supprimer celles sans utilité sociale ou écologique
- revenir sur la baisse des impôts de production et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (20 milliards d'euros de recettes estimées)
- rétablir l'ISF (4,5 milliards d'euros de recettes estimées)
- imposer les revenus financiers au barème progressif de l'impôt sur le revenu et créer de nouvelles tranches pour un impôt vraiment progressif,
- supprimer les exonérations de cotisations qui coûtent cher au budget de l'État, détruisent la protection sociale et tirent les salaires vers le bas (80 milliards d'économies).
- taxer les rachats d'action de manière conséquente et les superprofits (20 milliards de recettes estimées)
- investir dans les services publics et la bifurcation écologique

La question de la dette pèse fortement sur le débat public, et les intérêts de la dette pèsent fortement sur les finances publiques. Pour l'Union syndicale Solidaires, la question de l'annulation d'une partie de la dette n'est pas un tabou. Nous avons su le faire par le passé.

L'Union syndicale Solidaires défend un autre budget pour une autre société, plus juste, plus sociale, plus écologique.

Pour aller plus loin :

- Budget 2025 : analyse et revendications de Solidaires
- Budget 2025 de l'Éducation nationale : Analyse & Revendications de SUD éducation
- Un véritable programme de Services Publics porté par Solidaires Finances Publiques